



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N° 044**

PUBLIÉ LE 16 FÉVRIER 2023

Sommaire

Préfecture du Nord / cabinet du préfet / direction des sécurités

- arrêté préfectoral du 10 février 2023 portant agrément n°059/0053 d'un organisme de formation SSIAP

Préfecture du Nord / secrétariat générale / direction de la coordination des politiques interministérielles

- arrêté préfectoral du 14 février 2023 portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de la société CAMPINE FRANCE à ESCAUDOEUVRES et des activités autrefois exercées par le site METALEUROP (RECYLEX SA)
- arrêté préfectoral du 16 février 2023 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour études dans le cadre de la création de dispositifs de réduction des inondations et de restauration écologique et paysagère des cours d'eau sur le bassin versant de la becque du Corbeau

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille-Hauts-de-France

- arrêté du 1^{er} janvier 2023 portant délégation de signature à monsieur Philippe ARHAN en qualité de directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation du Nord

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

- arrêté n°2022-AP-06 du 14 février 2023 instituant un régime de priorité par feux tricolores hors agglomération, sur la RGC-RD 630 et RD 61

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord

- récépissé de déclaration du 13 février 2023 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n°839895703 siret : 83989570300032 – Monsieur ALGOET Florian
- arrêté du 14 février 2023 portant retrait d'agrément d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel dans le département du Nord - Madame Carine BLANQUART

Centre hospitalier de Maubeuge

- décision n°12/2023 du 9 janvier 2023 portant délégation de signature pour la sortie de corps

Centre hospitalier universitaire de Lille

- décision n°23-01-0054 du 31 janvier 2023 relative à la délégation de signature du directeur général pour la direction de la qualité, des risques, de l'expérience patient et du développement durable

Cabinet du Préfet
Direction des Sécurités
Bureau de la Prévention des Risques

Agrément n° 059/0053

**Arrêté préfectoral
portant agrément
d'un organisme de formation SSIAP**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet du Nord

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code du Travail ;

Vu le décret n° 97-1191 du 19 décembre 1997 pris pour application au ministère de l'Intérieur du 1^{er} alinéa de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret du 16 janvier 2023 nommant M. Christophe BORGUS, directeur de cabinet du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2011, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment ses articles GH60, GH62 et GH63 ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

Vu l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord, en date du 13 décembre 2021 ;

Vu la demande de modification du lieu déclaré des formations diplômantes formulée par Monsieur LANNOY en date du 19 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du 02 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Christophe BORGUS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ;

Sur proposition du directeur de cabinet.

ARRETE

Article 1^{er} – Délivrance de l'agrément

Le bénéfice de l'agrément, pour assurer la formation aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} niveaux d'agent de sécurité dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, est accordé à l'organisme suivant :

KARANGUE

Dont l'adresse du siège social est 59 rue Paul Vaillant Couturier – 59129 AVESNES-LES-AUBERT.

La forme juridique de l'organisme en est la suivante : société par actions simplifiée selon l'Extrait Kbis fourni en date du 29 novembre 2021.

Le numéro SIRET est : 88863441700024. Le Code NAF est : 8559A.

Le nom du représentant légal est : Monsieur Rodolphe LANNOY. Le bulletin n° 3 de son casier judiciaire est délivré le 7 septembre 2021.

Le numéro de la déclaration d'activité auprès de la délégation régionale à la formation professionnelle est le : 32591041059.

L'attestation d'assurance « Responsabilité civile » est délivrée par HISCOX le 22/11/2021.

Article 2 – Moyens matériels

L'organisme de formation dispose des moyens pédagogiques suivants :

Installation de désenfumage :

- Volet équipé de son système de déclenchement.
- Clapet coupe-feu équipé.

Eclairage de sécurité, avec possibilité de démontrer le fonctionnement en cas de coupure de l'alimentation en énergie :

- Blocs autonomes d'éclairage de sécurité de type permanent.
- Blocs autonomes d'éclairage de sécurité de type non permanent.

Moyens de secours :

- Système de sécurité incendie de catégorie A, ou analogue (convention avec l'EPSM des Flandres).
- Détecteurs d'incendie.
- Déclencheurs manuels.
- Modèles d'organes de coupure d'urgence électrique, sur porte automatique.
- Aire de feu permettant de justifier l'emploi d'extincteurs sur feux réels ou un bac à feux écologiques à gaz (convention avec l'EPSM des Flandres).
- Extincteurs à eau.
- Extincteurs à eau en coupe.
- Extincteurs à poudre.
- Extincteurs à poudre en coupe.
- Extincteurs à CO₂.
- Extincteurs à CO₂ en coupe.
- Robinet d'Incendie Armé, en état de fonctionnement (convention avec l'EPSM des Flandres).
- Têtes d'extinction automatique à eau non fixées.

- Informatique : réception d'une alarme (UAE, prise en compte, traitement).
- Emploi du téléphone : réception et appel.
- Appareils émetteurs - récepteurs.
- Enregistreur des événements avec possibilité de lecture.
- Registres de prise en compte des événements (heures, motifs, localisations, traitements).
- Modèles de points de contrôle sur ronde.
- Modèles de registres de sécurité.
- Modèles de permis de feu.
- Modèles d'autorisations d'ouverture.
- Modèles de consignations diverses.

Matériels relatifs aux épreuves :

- . 1 système informatisé de réponses pour la réalisation des QCM.
- . matériel SSI mobile.
- . matériel SSI mobile accepté sous forme de valise.

L'organisme dispose d'une convention avec la société SGM en date du 28/10/2022 pour la mise à disposition de locaux afin de permettre la réalisation d'une visite technique de site et de l'examen en formation SSIAP. Cette convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition de l'espace St Christophe de Tourcoing durant le premier semestre 2023.

Article 3 – Autorisation administrative d'exercices sur feux réels

L'organisme dispose d'une convention avec l'enseigne BM en date du 06/01/2023 pour bénéficier de ses aires de feux (utilisation de bacs à feu écologiques).

- Critères propres au site :
 - . Il est adapté aux manœuvres
 - . Il permet l'emploi normal des moyens de transmission
 - . le site ne présente pas de risques par rapport à l'environnement (existence d'une résidence, d'une ICPE, pollutions des sols, propagation à une haie à proximité, ...)
 - . le site ne présente pas de risque d'effondrement (hors feux à l'air libre)
 - . le site ne présente pas de risque d'enlèvement et de chute des personnels
- Critère afférent aux foyers :
 - . Les énergies peuvent être aisément coupées ou alimentées.
- Critères par rapport aux formateurs, qu'ils soient permanents ou occasionnels :
 - . Les formateurs ont connaissance, par des consignes et engagements écrits :
 - a) qu'ils doivent réaliser une reconnaissance des lieux, avant toute mise à feu, de façon à en chasser toute personne non autorisée, voire tout animal ;
 - b) ont une attention toute particulière aux énergies présentes sur le site (coupures alimentation, ...)
 - c) font appliquer les différentes phases prévues par le scénario pédagogique
 - d) ne procèdent qu'à l'allumage d'un feu, à la fois ;
 - e) sont l'interlocuteur des services de police ou de gendarmerie, du propriétaire ou du maire, pour toutes informations relatives à l'exercice ;
 - f) ont bien reçu l'interdiction de faire respirer, aux stagiaires, de la fumée lors d'exercices sur feux réels ;
 - g) prennent la précaution d'annuler toute condition propice au développement d'un feu vers une explosion des fumées (hors feux à l'air libre)
 - h) s'engagent à ne jamais allumer directement des hydrocarbures, du gaz ou des produits volatils ;
 - i) s'engagent à ne jamais faire tenir le rôle de victime par des personnes, tant à l'intérieur du local sinistré, que dans ceux touchés par une propagation même contrôlée, que dans les volumes situés au-dessus du plan du feu ;
 - j) de la conduite préventive à tenir dans le cas de changement rapide des conditions météorologiques : direction et force du vent, pluies diluviennes, pluies verglaçantes, ...
 - k) de la conduite préventive à tenir dans le cas de conditions climatiques agressives : orages, températures élevées, températures très basses, ...
 - l) ont pleine connaissance de s'assurer de l'extinction complète des foyers résiduels sur le site, avant de quitter les lieux de la séance.
- Critères par rapport aux stagiaires :
 - . Les stagiaires bénéficient d'un équipement de protection individuelle en bon état apparent ;
 - . des itinéraires de repli et de secours sont prévus et aménagés.
- Critères relatifs aux moyens de secours :
 - . Il existe des points d'eau accessibles et facilement utilisables.
 - . Le site ne présente pas d'hydrants dédiés à la formation.
 - . Ces points d'eau sont indépendants de ceux prévus pour la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement.
 - . Ces points d'eau permettent le traitement d'une situation envisageable, dépassant le cadre de l'exercice prévu.

. Des moyens opérationnels, totalement indépendants de ceux engagés sur les exercices sont pré-positionnés et servis par du personnel formé, tant pour permettre de porter secours à une victime, que pour intervenir efficacement, en tant que de besoin, sur le sinistre.

S'assurer que, si les éléments de sécurité propres au bâtiment sont intégrés dans le dispositif de sécurité de l'exercice, leur fonctionnement est bien vérifié avant chaque mise à feu.

- Critère se rapportant au voisinage :

. Le voisinage est totalement sécurisé, grâce à des obstacles (murs et distance)

Article 4 – Formateurs et leurs qualifications

Le dossier d'agrément présente les formateurs permanents dont les noms suivent :

| | |
|---|--|
| M. Laurent MERCIER | |
| Date du diplôme SSIAP 1 | 23/11/2018 |
| Date du dernier recyclage triennal en matière d'incendie : | En cours de validité |
| Date du dernier recyclage en matière de secourisme (formateur) : | 28/03/2019 |
| Photocopie de la pièce d'identité suivante : Carte nationale d'identité Délivrée le : Par : Sous le numéro : | - 03/01/2012 - Préfecture du Nord - 120159500742 |
| L'intéressé s'engage à participer aux formations et remet son Curriculum Vitae | |

| | |
|---|--|
| MME. Sandrine UYTTERSPROT | |
| Date du diplôme SSIAP 3 | 21/11/2008 |
| Date du dernier recyclage triennal en matière d'incendie : | 17/03/2021 |
| Date du dernier recyclage en matière de secourisme (formateur) : | 13/03/2020 |
| Photocopie de la pièce d'identité suivante : Carte nationale d'identité Délivrée le : Par : Sous le numéro : | - 02/07/2013 - Sous-préfecture de Béthune - 130762200102 |
| L'intéressé s'engage à participer aux formations et remet son Curriculum Vitae | |

| | |
|---|---|
| M. Xavier DUQUESNOY | |
| Date du diplôme SSIAP 2 | 18/03/2011 |
| Date du dernier recyclage triennal en matière d'incendie : | 30/01/2020 |
| Date du dernier recyclage en matière de secourisme (secouriste) : | 07/05/2019 |
| Photocopie de la pièce d'identité suivante : Carte nationale d'identité Délivrée le : Par : Sous le numéro : | - 02/04/2009 - Sous-préfecture de Lens - 090462700314 |
| L'intéressé s'engage à participer aux formations et remet son Curriculum Vitae | |

Article 5 – Programmes de formation

Les programmes de formation sont détaillés et comportent un découpage journalier et horaire, faisant apparaître le nom du formateur assurant la séquence pédagogique, pour chacune des formations suivantes :

- Formation à l'emploi d'agent de sécurité incendie – SSIAP 1 ;
- Formation à l'emploi de chef d'équipe de sécurité incendie – SSIAP 2 ;
- Formation à l'emploi de chef de sécurité incendie – SSIAP 3 ;
- Recyclages et remises à niveau des personnels SSIAP 1, 2, 3 ;
- Modules complémentaires permettant l'obtention du diplôme SSIAP 1, par équivalence ;
- Modules complémentaires permettant l'obtention du diplôme SSIAP 2, par équivalence ;
- Modules complémentaires permettant l'obtention du diplôme SSIAP 3, par équivalence.

Article 6 – Lieux de formation et de jury SSIAP

Le lieu déclaré des formations diplômantes est le suivant :
3 Avenue de la Créativité 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ

Ces locaux pédagogiques ont fait l'objet d'une visite le 07 février 2023.

Ce site de formation doit être classé en Établissement Recevant du Public par la commission de sécurité compétente.

Les examens SSIAP pourront avoir lieu dans tout autre site répondant aux critères de l'article 8 de l'Arrêté du 02 mai 2005 modifié et après accord du Président du jury SSIAP.

A ce titre, une convention de mise à disposition des locaux pour les examens a été signée en date du 28 octobre 2022 avec la société SGM pour la mise à disposition de l'espace St Christophe situé 2 passage Alfred Mongy 59200 TOURCOING.

Il est rappelé que la tenue de stages initiaux SSIAP dans d'autres locaux que ceux déclarés ci-dessus n'est pas autorisée (conformément à l'article 12 de l'arrêté du 02 mai 2005 modifié).

Article 7 – Dispositions modificatives

L'organisme de formation est tenu de déclarer au Préfet du Nord toute modification se rapportant aux :

- tout élément administratif (adresse, n° SIRET, code NAF, représentant légal)
- formateurs ;
- lieu de formation ;
- conventions de mise à disposition d'un lieu de formation ou d'exercices sur feux réels.

Article 8 – Correspondances

Tous les courriers de l'organisme de formation doivent comporter le numéro d'agrément complet.

Article 9 – Retrait d'agrément

Le Préfet du Nord peut, au cours de la période d'agrément, demander au centre agréé des informations visant à vérifier le respect des conditions dans lesquelles il a été agréé.

Il peut aussi faire contrôler le centre agréé sur l'application du présent arrêté, par un représentant territorialement compétent, du DDSIS et par un représentant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS).

L'agrément peut être retiré à tout moment, par décision motivée du préfet du Nord, notamment en cas de non – respect de l'application du présent arrêté.

Ce retrait peut être prononcé sur proposition, soit :

- du préfet du Nord,
- du directeur de la DREETS ou de son représentant,
- du DDSIS ou de son représentant.

Article 10 – Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité, l'organisme doit en aviser le Préfet du Nord.

Il doit également :

- lui transmettre les éléments permettant d'assurer la continuité de la traçabilité des diplômes délivrés ;
- attester de ne plus faire mention de son agrément dans les documents et correspondances qu'il diffuse.

Article 11 – Validité

Le présent arrêté ne modifie pas la validité de cinq ans de l'arrêté initial daté du 22 décembre 2021.

Article 12 – Exécution

Le directeur de cabinet et le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Lille, le 10 février 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le sous – préfet,
Directeur de cabinet,


Christophe BORGUS



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BICPE/SB

**Arrêté préfectoral portant création
d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement
de la société CAMPINE FRANCE à ESCAUDOEUVRES
et des activités autrefois exercées par le site METALEUROP (RECYLEX SA)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.125-2-1, R.125-8-1, R.125-8-2, R.125-8-3, R.125-8-4, R.125-8-5 ;

Vu le code du travail ;

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le décret n° 204-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à titre consultatif ;

Vu le décret n°2012-189 du 07 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site (CSS) ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 février 2003 réglementant les activités de l'usine d'Escaudœuvres de la société Metaleurop et les arrêtés pris postérieurement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 créant le secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) Hainaut-Cambrésis-Douais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2023 portant délégation de signature à Mme Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 août 2022 portant autorisation de changement d'exploitant au profit de la société Campine France ;

Vu la circulaire du 15 novembre 2012 relative à l'application du décret précité;

Vu les désignations reçues pour les différents membres de la commission de suivi de site ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 23 novembre 2022;

Considérant ce qui suit :

1. la société Campine France comporte des installations relevant de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
2. parmi ces installations, certaines relèvent de l'article L. 515-36 du code de l'environnement ;
3. parmi ces installations, certaines relèvent de l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et du L. 518-28 du code de l'environnement ;
4. ces installations visées à l'article L. 515-36 présentent des dangers pour l'environnement ;
5. ces installations présentent des enjeux en matière d'émissions industrielles ;
6. les activités autrefois exploitées sur le site par la société Metaleurop ont généré des marquages en métaux lourds (notamment plomb) en dehors du site, dans une zone géographique principalement présente sur la commune d'Escaudœuvres ;
7. ces dangers et inconvénients justifient la création d'une commission de suivi de site autour de l'établissement Campine France et dans la zone géographique proche du site autrefois exploitée par la société Metaleurop comme le prévoit l'article L. 125-2-1 du code de l'environnement.

Sur proposition du sous-préfet de Cambrai,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : DÉNOMINATION ET ZONE DE COMPÉTENCE

Il est créé la commission de suivi de site, prévue à l'article L. 125-2-1 du code de l'environnement autour de l'installation de la société Campine France et installations autrefois exploitées sur cette même zone géographique par Metaleurop (Recylex SA), sises sur la commune d'Escaudœuvres, installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en vertu de l'arrêté préfectoral du 12 février 2003 modifié ou d'arrêtés préfectoraux antérieurs.

Tous les sujets relatifs aux intérêts couverts par le code de l'environnement ont vocation à être abordés au sein de la commission.

Il s'agit notamment des sujets qui visent à prévenir les dangers ou les inconvénients que peut présenter l'installation classée par la société Campine France au titre de la commodité du voisinage, de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, de l'utilisation rationnelle de l'énergie, ou de la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique (enjeux cités à l'article L. 511-1 du code de l'environnement) et aussi

les inconvénients des activités passées exercées sur ce même site par la société Metaleurop (Recylex SA).

ARTICLE 2 : COMPOSITION DE LA COMMISSION

La commission est composée des membres suivants ou de leurs représentants, répartis en cinq collèges :

1- Collège « Administrations de l'État » :

- le préfet du Nord ou son représentant ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
- le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant ;
- le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- le commissaire, chef de la circonscription de sécurité publique de Cambrai ou son représentant.

2- Collège « Élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés » :

- le maire d'Escaudœuvres ou son représentant ;
- le président de la communauté d'agglomération de Cambrai ou son représentant.

3- Collège « Riverains d'installations classées pour laquelle la commission a été créée ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée » :

- le président de l'association Nord Nature Environnement ou son représentant.

4- Collège « Exploitants d'installations classées pour laquelle la commission a été créée ou organismes professionnels les représentant » :

- le directeur général de Campine France ou son représentant ;
- le responsable de site Campine France Escaudœuvres ou son représentant ;
- le responsable qualité hygiène sécurité environnement (QHSE) de Campine France à Escaudœuvres ou son représentant.

5- Collège « Salariés de l'installation classée pour laquelle la commission est créée » :

- deux salariés de la société Campine France à Escaudœuvres.

6- Personnalités qualifiées :

- la déléguée territoriale des voies navigables de France (VNF) ou son représentant ;
- le directeur régional de la société nationale des chemins de fer réseaux (SNCF) ou son représentant.

La liste nominative des membres et leurs représentants éventuels est tenue à jour par le secrétariat de la commission.

ARTICLE 3 : PRESIDENT ET COMPOSITION DU BUREAU

La commission est présidée par le préfet du Nord ou son représentant.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges. Ces désignations sont consignées dans un acte signé du président de la commission. Le bureau fixe l'ordre du jour des réunions.

ARTICLE 4 : DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à cinq ans à compter de la signature du présent arrêté.

La commission est dissoute par arrêté du représentant de l'État dans le département pris sur la proposition du bureau et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Les membres nommés pour la fonction qu'ils représentent perdent, ainsi que leur représentant éventuel, la qualité de membre en perdant cette fonction. Ils sont automatiquement remplacés par leur successeur à cette fonction, lequel désigne au besoin son nouveau représentant. Son mandat dure jusqu'au renouvellement de la commission.

ARTICLE 5 : MISSIONS

La commission a pour mission de :

- créer entre les différents représentants des collèges mentionnés à l'article 2 un cadre d'échanges et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code précité ;

Elle est, à cet effet, tenue régulièrement informée des décisions individuelles dont ces installations font l'objet des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations, et notamment de ceux mentionnés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

L'exploitant peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

ARTICLE 6 : EXPERTISE ET INFORMATION DU PUBLIC

La commission peut faire appel aux compétences d'experts reconnus pour éclairer les membres de la commission de suivi de site sur des points particuliers.

La décision de faire appel aux compétences d'expert et le choix de celui-ci sont approuvés par vote des membres de la commission de suivi de site.

La commission met annuellement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, le compte-rendu de ses réunions.

ARTICLE 7 : FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés à l'article 2 bénéficie du même poids dans la prise de décision.

Chacun des cinq collèges est doté d'un total de 30 voix qu'il partage de façon égale entre ses membres.

En application de l'article R125-8-4 du code de l'environnement, les modalités des votes sont arrêtées comme suit :

- 5 voix par membre du collège « administrations de l'État » ;
- 15 voix par membre du collège « collectivités territoriales » ;
- 30 voix par membre du collège « riverains et associations » ;
- 10 voix par membre du collège « exploitants » ;
- 15 voix par membre du collège « salariés ».

Le président et les membres de la commission qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent. Un membre désigné en raison de son mandat électif ne peut se faire suppléer que par un élu de la même assemblée délibérante.

Les personnalités qualifiées ne peuvent se faire suppléer.

Le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau. L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Le secrétariat de la commission est assuré par le secrétariat permanent pour la prévention des pollutions et des risques industriels (SPPPI) Hainaut-Cambrésis-Douaisis.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours avant la date à laquelle se réunit la commission.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

ARTICLE 8 : INFORMATION DE LA COMMISSION

L'exploitant visé à l'article 1 adresse au moins une fois par an à la commission un bilan de l'année précédente qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R 512-6 du code de l'environnement ;
- les comptes-rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes-rendus des exercices d'alerte ;
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- la mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale membres de la commission l'informent des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour de ladite installation.

La commission fixe la date et la forme sous lesquelles l'exploitant et le cas échéant les représentants des collectivités lui adressent ce bilan.

ARTICLE 9 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Escaudoevres. Cet arrêté sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie d'Escaudoevres qui dressera un procès-verbal

d'accomplissement de cette formalité. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

ARTICLE 10 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille cedex ou par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>

Article 11 : EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de Cambrai sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site.

Fait à Lille, le **14 FEV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Amélie PUCCINELLI

Arrêté préfectoral portant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour études dans le cadre de la création de dispositifs de réduction des inondations et de restauration écologique et paysagère des cours d'eau sur le bassin versant de la becque du Corbeau

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code pénal, notamment les articles L322-1, L322-3, 322-4 et 433-11 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, et notamment son article 1^{er} ;

Vu la loi n° 43-374 du 6 juillet 1943 modifiée relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment ses articles 43 et 44 ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité du Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 16 mai 2022 portant nomination de madame Fabienne DECOTTIGNIES, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2023 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour études dans le cadre de la création de dispositifs de réduction des inondations et de restauration écologique et paysagère des cours d'eau sur le bassin versant de la becque du Corbeau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2023 portant délégation de signature à Fabienne DECOTTIGNIES, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu la demande présentée par la Métropole européenne de Lille le 26 décembre 2022 sollicitant l'autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour réaliser les études préalables au projet de création de dispositifs de réduction des inondations et de restauration écologique et paysagère des cours d'eau sur le bassin versant de la becque du Corbeau qui concerne les communes de Capinghem, Lambersart, Lille, Lompret, Marquette-lez-Lille, Pérenchies, Prêmesques, Saint-André-lez-Lille, Verlinghem et Wambrechies ;

Considérant la nécessité de pénétrer dans les propriétés privées pour réaliser les études nécessaires au projet sus-visé ;

Considérant la gêne apportée à la propriété privée ;

Considérant l'erreur matérielle sur la liste des parcelles de l'annexe de l'arrêté du 26 janvier 2023 susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : objet de l'autorisation

Les agents de la Métropole européenne de Lille, ainsi que les personnes accréditées par cette collectivité, sont autorisées, sous réserve des droits des tiers, à accéder aux propriétés publiques ou privées, closes ou non closes, situées dans le périmètre défini à l'article 2 afin de réaliser les études préliminaires nécessaires à la création de dispositifs de réduction des inondations et aux opérations de restauration écologique et paysagère des cours d'eau sur le bassin versant de la becq du Corbeau.

A cet effet, ils pourront effectuer l'ensemble des études préalables que la réalisation du projet rendra indispensable.

Article 2 : périmètre de l'autorisation

L'autorisation de pénétrer sur les propriétés publiques et privées porte sur les parcelles listées en annexe sur les communes de Capinghem, Lambersart, Lille, Lompret, Marquette-lez-Lille, Pérenchies, Prêmesques, Saint-André-lez-Lille, Verlinghem et Wambrechies.

Article 3 : limites de l'autorisation

Les personnes visées à l'article 1 ne sont pas autorisées à s'introduire dans les maisons d'habitation.

Article 4 : durée de l'autorisation

La présente autorisation est valable 14 mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 : formalités

L'introduction des agents et personnes mentionnées à l'article 1^{er} ne pourra avoir lieu qu'après accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 septembre 1892. Les personnes seront munies d'une copie du présent arrêté qu'ils seront tenus de présenter à toute réquisition.

Article 6 : concours des communes

Les maires des communes prêtent aide et assistance au personnel effectuant les études ou travaux. Les personnes bénéficiant de l'autorisation mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté peuvent faire appel aux agents des forces de l'ordre pour l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : indemnisation

1) Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés aux propriétés à l'occasion de ces travaux d'étude, seront à la charge de la Métropole européenne de Lille. A défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif de Lille.

2) Conformément aux dispositions de la loi du 6 juillet 1943 susvisées, la destruction, la détérioration ou le déplacement de bornes et repères signaux sont réprimés par le code pénal et donnent lieu au paiement des dommages et intérêts éventuellement dus à la Métropole européenne de Lille.

Article 8 : publication et affichage

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord. Il sera également affiché immédiatement au moins dix jours avant le commencement des opérations envisagées dans les communes concernées. Cet affichage sera réalisé durant une période d'au moins un mois.

Article 9 : abrogation

L'arrêté du 26 janvier 2023 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour études dans le cadre de la création de dispositifs de réduction des inondations et de restauration écologique et paysagère des cours d'eau sur le bassin versant de la becque du Corbeau est abrogé.

Article 10 : délais et voie de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative :

- Un recours gracieux peut être déposé auprès de monsieur le préfet du Nord, 12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex ;
- Un recours hiérarchique peut être déposé auprès de monsieur le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - grande arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia - 92055 La Défense ;
- Un recours contentieux peut être porté devant le tribunal administratif de Lille, 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 - 59014 cedex Lille.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr. L'absence de réponse par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique au terme du délai de deux mois vaut rejet implicite. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Article 11 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Nord, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Nord et le directeur départemental de la sécurité publique du Nord, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lille, le **16 FEV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Fabienne DECOTTIGNIES

Annexe à l'arrêté préfectoral portant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour études dans le cadre de la création de dispositifs de réduction des inondations et de restauration écologique et paysagère des cours d'eau sur le bassin versant de la becque du Corbeau

Liste des parcelles :

| <u>Commune</u> | <u>N° insee</u> | <u>Section</u> | <u>N°parcelle</u> |
|-----------------------|------------------------|-----------------------|--------------------------|
| CAPINGHEM | 59128 | AB | 0029 |
| CAPINGHEM | 59128 | AB | 0030 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0012 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0109 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0111 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0113 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0126 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0130 |
| LAMBERSART | 59328 | AC | 0001 |
| LAMBERSART | 59328 | AC | 0002 |
| LAMBERSART | 59328 | AK | 0578 |
| LAMBERSART | 59328 | AK | 0642 |
| LAMBERSART | 59328 | AK | 0650 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0349 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0397 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0399 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0400 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0401 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0402 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0417 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0421 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0422 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0487 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0488 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0520 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0521 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0541 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0543 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0588 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0598 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0599 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0110 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0112 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0127 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0351 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0382 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0414 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0540 |
| LAMBERSART | 59328 | AL | 0542 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0071 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0013 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|----------------|-----------------|----------------|-------------------|
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0016 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0017 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0018 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0019 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0023 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0025 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0026 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0032 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0033 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0090 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0091 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0114 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0115 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0117 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0125 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0129 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0131 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0137 |
| LAMBERSART | 59328 | AB | 0138 |
| LILLE | 59350 | 0A | 5755 |
| LILLE | 59350 | 0A | 0172 |
| LILLE | 59350 | 0A | 0177 |
| LILLE | 59350 | 0A | 2024 |
| LILLE | 59350 | 0A | 2045 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4178 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4191 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4194 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4196 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4199 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4202 |
| LILLE | 59350 | 0A | 5261 |
| LILLE | 59350 | 0A | 5263 |
| LILLE | 59350 | 0A | 5754 |
| LILLE | 59350 | 0A | 0007 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4119 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4122 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4124 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4904 |
| LILLE | 59350 | 0A | 3364 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4516 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4519 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4528 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4739 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4781 |
| LILLE | 59350 | 0A | 4782 |
| LOMPRET | 59356 | 0B | 0256 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|---------------------|-----------------|----------------|-------------------|
| LOMPRET | 59356 | OB | 0642 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0789 |
| LOMPRET | 59356 | AD | 0020 |
| LOMPRET | 59356 | AD | 0225 |
| LOMPRET | 59356 | AD | 0226 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0030 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0043 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0044 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0125 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0636 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0641 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0680 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0703 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0704 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0706 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0707 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0736 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0783 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0810 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0001 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0109 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0113 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0305 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0319 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0344 |
| LOMPRET | 59356 | AD | 0022 |
| LOMPRET | 59356 | AD | 0230 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0637 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0638 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0683 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0768 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0769 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0784 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0112 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0121 |
| LOMPRET | 59356 | AD | 0197 |
| LOMPRET | 59356 | AI | 0123 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0320 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0321 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0650 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0671 |
| LOMPRET | 59356 | OB | 0787 |
| LOMPRET | 59356 | AC | 0282 |
| LOMPRET | 59356 | AD | 0196 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0037 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0345 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|---------------------|-----------------|----------------|-------------------|
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0003 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0004 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0323 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0339 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0351 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0352 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0804 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0807 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0960 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0961 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0964 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0965 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 1127 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3500 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3502 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3515 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3519 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3520 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3789 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3790 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3791 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3794 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3795 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3796 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3797 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3803 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0001 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0005 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0007 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0346 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0347 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0348 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0350 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0353 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0354 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0803 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0951 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0952 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0953 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0954 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0955 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0956 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0957 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0958 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0962 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0963 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|-----------------------|-----------------|----------------|-------------------|
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3517 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3978 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0959 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0002 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3498 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0021 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0036 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0042 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0343 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 0344 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 1049 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 1128 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3494 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3499 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3501 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3518 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3522 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3728 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3775 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3780 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3782 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3783 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3784 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3785 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3786 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3787 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 3788 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 4364 |
| MARQUETTE-LEZ-LILLE | 59386 | OB | 4585 |
| PERENCHIES | 59457 | OB | 3589 |
| PERENCHIES | 59457 | OB | 3622 |
| PERENCHIES | 59457 | OB | 3625 |
| PERENCHIES | 59457 | OB | 3633 |
| PERENCHIES | 59457 | OB | 3635 |
| PERENCHIES | 59457 | OB | 3636 |
| PERENCHIES | 59457 | OB | 3637 |
| PREMESQUES | 59470 | ZB | 0031 |
| PREMESQUES | 59470 | ZB | 0029 |
| PREMESQUES | 59470 | ZB | 0045 |
| PREMESQUES | 59470 | ZB | 0032 |
| PREMESQUES | 59470 | ZB | 0030 |
| PREMESQUES | 59470 | ZB | 0028 |
| SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE | 59527 | OA | 7201 |
| SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE | 59527 | OA | 7540 |
| SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE | 59527 | OA | 7543 |
| SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE | 59527 | OA | 0084 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|-----------------------|-----------------|----------------|-------------------|
| SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE | 59527 | 0A | 0085 |
| SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE | 59527 | 0A | 0086 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0291 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0125 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0769 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0792 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0271 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0124 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0273 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0312 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0197 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0198 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0200 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0203 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0289 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0300 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0347 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0449 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0450 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0009 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0017 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0025 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0118 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0180 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0206 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0207 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0247 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0257 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0258 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0264 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0307 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0315 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0318 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0329 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0331 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0332 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0378 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0386 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0411 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0552 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0570 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0571 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0600 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0616 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0818 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0819 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|----------------|-----------------|----------------|-------------------|
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0821 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0823 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0828 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0857 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0862 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0972 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0988 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1111 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1113 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1152 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1163 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1217 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1340 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1343 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1350 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1354 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1404 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1413 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1415 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1416 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1417 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1418 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1419 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1540 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1577 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1579 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0A | 1239 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0A | 1279 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0194 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0026 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0120 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0146 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0236 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0237 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0238 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0246 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0254 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0274 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0280 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0282 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0300 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0314 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0317 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0387 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0410 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0467 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|----------------|-----------------|----------------|-------------------|
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0550 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0813 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0876 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0877 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0977 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0989 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1059 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1101 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1103 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1109 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1115 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1145 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1147 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1188 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1218 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1222 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1225 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1228 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1236 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1253 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1255 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1256 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1271 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1317 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1318 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1326 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1327 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1337 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1363 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1365 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1366 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1388 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1411 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1414 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1578 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1580 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0423 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0268 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0269 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0275 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0281 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0313 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0565 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1280 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1338 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0A | 1107 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|----------------|-----------------|----------------|-------------------|
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0267 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0295 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1272 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1386 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1511 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0144 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0814 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0193 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0195 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0323 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0330 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0333 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1341 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1288 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0199 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1150 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0177 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0178 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0879 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1125 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 1279 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0D | 0400 |
| VERLINGHEM | 59611 | 0C | 0196 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0943 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 2146 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 2147 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0412 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0702 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0880 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0912 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0922 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0923 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0951 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 1007 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 1288 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 2145 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 4312 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6613 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6615 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6617 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6694 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6695 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6697 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6698 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6702 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6703 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|----------------|-----------------|----------------|-------------------|
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6732 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0405 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0415 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0416 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0417 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0418 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0419 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0420 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0623 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0852 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 1081 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 1084 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 1311 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 2148 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 4450 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0421 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0413 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0433 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0549 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0854 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0A | 0921 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 1300 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 1301 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 1305 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 1308 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 1309 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 2101 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 2102 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 3931 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 4451 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 4807 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 4986 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 5117 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6412 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6413 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6484 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6485 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6632 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6635 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6686 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6687 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6689 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6690 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6691 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6693 |
| WAMBRECHIES | 59636 | 0B | 6696 |

| Commune | N° insee | Section | N°parcelle |
|----------------|-----------------|----------------|-------------------|
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6700 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6701 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6721 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6722 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6731 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6772 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6773 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6774 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6775 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6944 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6945 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6946 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6947 |
| WAMBRECHIES | 59636 | OB | 6948 |

Vu pour être annexé
à mon arrêté du

16 FEV. 2023

Fait à Lille, le **16 FEV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Fabienne Decottignies



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de
l'administration
pénitentiaire**

DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE
LILLE – HAUTS DE FRANCE

**Arrêté du 01 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Philippe ARHAN
en qualité de directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation du Nord.**

Vu le code pénitentiaire, et notamment en ses articles R.113-65 et D.211-14

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant le ressort territorial des directions interrégionales de l'administration pénitentiaire et de la mission des services pénitentiaires de l'outre-mer

Vu le Décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 et l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels des services déconcentrés de l'Administration Pénitentiaire

Vu l'arrêté de la Ministre d'État, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en date du 06 juin 2018 nommant Madame Valérie DECROIX, directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille à compter du 18 juin 2018 ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 2 janvier 2023 donnant délégation à Madame Valérie DECROIX, directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille ;

Vu l'arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice du 01 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Philippe ARHAN, à compter du 1^{er} janvier 2023 en qualité de directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation du Nord;

Arrête :

Article 1^{er}

Madame Valérie DECROIX, directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille, donne délégation de signature à Monsieur Philippe ARHAN, directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation du Nord, pour tout acte ou décision relatifs à la gestion individuelle ou collective des personnes placées sous-main de justice, des personnels et ressources humaines, à la gestion économique et financière du service pénitentiaire d'insertion et de probation du Nord, ainsi qu'aux relations partenariales et de communication développées au service pénitentiaire d'insertion et de probation du Nord, et ce dans la limite des fonctions et attributions confiées à la directrice interrégionale.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et du Nord.

Fait à Lille, le 01 janvier 2023

La directrice interrégionale
des services pénitentiaires de Lille,

Valérie DECROIX



ARRÊTÉ N° 2022-AP-06

Instituant un régime de priorité par feux tricolores hors agglomération, sur la RGC-RD 630 et RD 61

**COMMUNE DE HORDAIN
ROUTE A GRANDE CIRCULATION**

Le préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord

Le maire de Hordain,

Vu la loi n° 82-123 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et L.2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-2, R411-7, R411-25, R412-30

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière troisième partie et septième partie approuvée par arrêtés interministériels du 24/07/1974 et 16/02/1988 modifié,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Antoine LEBEL, directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,

Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'améliorer les conditions de circulation et de sécuriser la traversée des piétons aux passages piétons sur la RD 630, RD 61 et la rue Lucien Sampaix à Hordain,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Les usagers circulant sur la route à grande circulation 630, la route départementale 61 et la rue Lucien Sampaix au niveau du carrefour situé à l'intersection des deux routes départementales aux PR 24+0874 sur la RD630 et PR 12+0692 sur la RD61, sur la commune de HORDAIN, en agglomération, sont tenus de respecter les instructions données par les feux tricolores mis en place.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant jaune sur toutes les branches de l'intersection, les usagers circulant sur la route départementale 61 et la rue Lucien Sampaix doivent céder la priorité aux usagers circulant sur la RD 630. Cette priorité est matérialisée par la mise en place sur les supports de feux de panneaux de priorité.

ARTICLE 2

Les dispositions définies par le présent arrêté prennent effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 1 ci-dessus. Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions antérieures.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent, soit le Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59000 Lille, dans le même délai. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 5

Monsieur le maire de Hordain,
Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché et publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont ampliation est adressée à :

Monsieur le sous-préfet de Valenciennes,
Monsieur le président du conseil départemental du Nord,
Monsieur le commissaire divisionnaire de Valenciennes,
Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique du Nord,
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Nord,
Monsieur le directeur des transports départementaux,
Monsieur le chef du service régional des transports de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
Monsieur le directeur de la fédération nationale des transporteurs routiers,

Fait à Lille, le

14 FEV 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur des territoires et de la mer du Nord,


Antoine LEBEL

Fait à Hordain, le **06 FEV. 2023**

Le maire


Arnaud BAVAY



ARRÊTÉ N° 2022-AP-08

Instituant un régime de priorité par feux tricolores en agglomération, sur la RD 917 et la rue de l'ancien château

**COMMUNE DE DOUAI
ROUTE À GRANDE CIRCULATION**

Le préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord

Le maire de Douai,

Vu la loi n° 82-123 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et L.2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-2, R411-7, R411-25, R412-30

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière troisième partie et septième partie approuvée par arrêtés interministériels du 24/07/1974 et 16/02/1988 modifié,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Antoine LEBEL, directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,

Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'améliorer les conditions de circulation et de sécuriser la traversée des piétons aux passages piétons sur la RD 917 et la rue de l'ancien château à Douai,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Les usagers circulant sur la route à grande circulation 917 et la rue de l'ancien château, au niveau du carrefour situé à l'intersection des deux routes, sur la commune de DOUAI, en agglomération, sont tenus de respecter les instructions données par les feux tricolores mis en place.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant jaune sur toutes les branches de l'intersection, les usagers circulant sur la route de l'ancien château doivent céder la priorité aux usagers circulant sur la RD 917. Cette priorité est matérialisée par la mise en place sur les supports de feux de panneaux de priorité.

ARTICLE 2

Les dispositions définies par le présent arrêté prennent effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 1 ci-dessus. Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions antérieures.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent, soit le Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59000 Lille, dans le même délai. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 5

Monsieur le maire de Douai,
Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché et publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont ampliation est adressée à :

Monsieur le sous-préfet de Douai,
Monsieur le président du conseil départemental du Nord,
Monsieur le commissaire divisionnaire de Douai,
Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique du Nord,
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Nord,
Monsieur le directeur des transports départementaux,
Monsieur le chef du service régional des transports de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
Monsieur le directeur de la fédération nationale des transporteurs routiers,

Fait à Lille, le

14 FEV. 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur des territoires et de la mer du Nord,


Antoine **LEBEL**

Fait à Douai, le

08 FEV. 2023

Le maire


Frédéric CHEREAU



Direction Départementale de l'Emploi
du Travail et des Solidarités du Nord
Rue Marc Lefrancq
BP 90045
59301 Valenciennes cedex

Affaire suivie par : service SAP-2023- 13
Mail : ddets-sap-valenciennes@nord.gouv.fr

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
Enregistré sous le N° 839895703
Siret : 839895703 00032
et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail
Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord**

Vu la loi n°2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

Vu la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du Code du Travail relatives au chèque emploi-services universel et aux services à la personne ;

Vu le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du Code du Travail relatives au chèque emploi-services universel et aux services à la personne ;

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu la circulaire NOR ECO I 1907576 C du 11 avril 2019 relative aux activités de services à la personne : déclaration et agrément des organismes de services à la personne ;

Vu le Décret du 30 juin 2021, nommant Monsieur Georges-François LECLERC, Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales, de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 22 mars 2021 portant nomination de M. Emmanuel RICHARD, en qualité de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord ;

Vu l'arrêté du premier ministre et du ministre de l'intérieur du 22 mars 2021 portant nomination de Mme Emilie MAMCARZ, de M. Olivier BAVIERE et de M. Jacques TESTA, directeurs départementaux adjoints de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à M. Emmanuel RICHARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2022 portant modification de la subdélégation de Monsieur Emmanuel RICHARD aux agents de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord

Constate

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées une déclaration d'activité exclusive de services à la personne a été déposée auprès de la DDETS du Nord Site de Lille le 12 janvier 2023 par Monsieur Florian ALGOET en qualité de responsable pour l'organisme Florian ALGOET dont le siège social est situé 134 rue de Dunkerque 59200 TOURCOING

DECIDE

Art. 1. – Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité exclusive de services à la personne a été enregistré au nom de l'organisme Florian ALGOET au 134 rue de Dunkerque – 59200 TOURCOING sous le numéro SAP 839895703.

Art. 2. – Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de la DDETS du Nord Site de Valenciennes sous peine de retrait du récépissé. Il en est de même pour l'ouverture d'un nouvel établissement ou la modification de l'autorisation

Art. 3. – Les activités déclarées, en mode prestataire, sont les suivantes à l'exclusion de toute autre :

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Art. 4. - Les effets de la déclaration courent à compter du 12 janvier 2023, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Art. 5. - L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du Code du Travail.

Art. 6. - Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Valenciennes, le 13 février 2023
Pour le Préfet et par délégation
Le responsable du service inclusion

Brahim BOUKFILEN

Voies et délais de recours :

En cas de contestation, la présente décision peut, dans les deux mois suivant sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Nord (DDETS)- site de Valenciennes ou d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Economie - Direction générale des entreprises -Mission des services à la personne - 6, rue Louise Weiss – Bâtiment Condorcet - 75703 Paris cedex13.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale, dans un délai de deux mois à compter de la notification dudit rejet, devant le Tribunal Administratif de Lille, sis 5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cédex. Le tribunal administratif peut également être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

**Arrêté portant retrait d'agrément d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant
à titre individuel dans le département du Nord
Madame Carine BLANQUART**

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 472-1, L. 472-1-1, R. 472-1 et R. 472-7 ;

Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

Vu les décrets n° 2016-1896 et n° 2016-1898 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

Vu le décret du 30 juin 2021 nommant monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 16 mai 2022 nommant madame Fabienne DECOTTIGNIES, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté relatif à la campagne d'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel dans le département du Nord et l'avis d'appel à candidatures en date du 23 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2023 portant délégation de signature à madame Fabienne DECOTTIGNIES, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu le schéma régional de la protection juridique des majeurs et de l'aide à la gestion du budget familial Hauts-de-France en date du 31 mars 2021 ;

Considérant le courriel du 26 novembre 2022 de madame Carine BLANQUART demandant le retrait de son agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel dans le département du Nord ;

Sur proposition du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France par intérim ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Il est donné acte à madame Carine BLANQUART du retrait de son agrément mentionné à l'article L. 472-1 du code de l'action sociale et des familles pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs dans le département du Nord, à compter du 26 janvier 2023.

Article 2 – L'arrêté préfectoral du 26 octobre 2022 portant agrément de madame Carine BLANQUART, mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel dans le département du Nord, est abrogé.

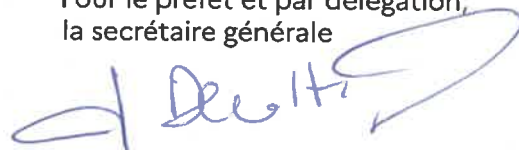
Article 3 – Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours de droit commun dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, soit à titre gracieux auprès de monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, soit à titre contentieux devant le tribunal administratif de Lille par courrier (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille cedex) ou via l'application

« Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://citoyens.telerecours.fr/>.

Article 4 – La secrétaire générale de la préfecture du Nord, le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord et le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de sa notification à l'intéressée, à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Lille, à la juridiction intéressée ainsi que de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **14 FEV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Fabienne DECOTTIGNIES

**DELEGATION de SIGNATURE
Pour la sortie de corps
DECISION n° 12/2023**

- Vu le Code de la Santé Publique et notamment l'article 6143-7,
- Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-36 du Code de la Santé Publique relatifs à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements de Santé,
- Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
- Vu le décret n° 97-374 du 18 avril 1997 relatif à la délégation de signature,
- Vu l'article R.2213-8 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la décision de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France portant nomination de Monsieur Michel THUMERELLE en qualité de Directeur intérimaire du Centre Hospitalier de Maubeuge et de Felleries Liessies en date du 1^{er} janvier 2023,

Le Directeur du Centre Hospitalier de Maubeuge,

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°09/2023.

Article 2 :

Il est accordé une délégation de signature à :

- Mme Sandrine GALAND, Aide-Soignante
- Mme Laura GERBERT, Aide-Soignante
- Mme Manon THOUANT, Agent des Services Hospitalier

à l'effet de signer les documents relatifs à la sortie de corps dans le cadre de transport du corps d'un défunt. Cette signature ne pourra s'exercer uniquement après accord écrit du Chef de Service ou de son représentant concomitamment à la rédaction du certificat de décès.

Article 3 :

La présente décision est applicable à compter de sa signature.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs et notifiée pour information aux intéressés.

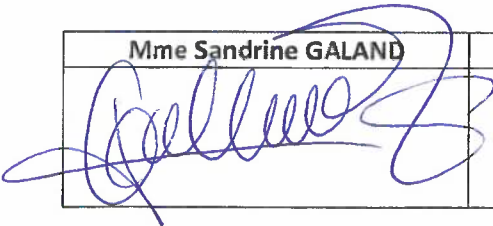
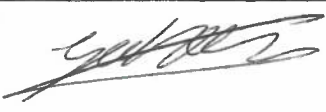

Fait à Maubeuge, le 09 janvier 2023

Le Directeur par intérim

Michel THUMERELLE



Les délégataires

| Mme Sandrine GALAND | Mme Laura GERBERT | Mme Manon THOUANT |
|---|--|---|
|  |  |  |

**DECISION RELATIVE A LA DELEGATION DE SIGNATURE DU DIRECTEUR GENERAL
POUR LA DIRECTION DE LA QUALITE, DES RISQUES, DE L'EXPERIENCE PATIENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

LE DIRECTEUR GENERAL DU CHU DE LILLE,

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

Vu le décret de M. le Président de la République, en date du 9 mai 2017 portant nomination de M. Frédéric BOIRON en qualité de Directeur Général du CHU de Lille à compter du 15 mai 2017;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment son livre premier, titre IV, sixième partie, et son article L6143-7, relatif à la délégation de signature du Directeur d'Etablissement

Vu les articles D6143-33 à D6143-35 du Code de la Santé Publique relatifs à la délégation de signatures des directeurs d'établissements publics de santé ;

Vu la décision n°19-06-0548 en date du 20 juin 2019 relative à la nomination de Mme Nathalie BORGNE en qualité de directrice de la direction de la Qualité, Risques, Expérience Patient ;

Vu l'arrêté prononçant la titularisation dans le corps des directeurs d'hôpital de Mme Noémie MARTY à compter du 1^{er} janvier 2023 et l'affectant en qualité de directrice adjointe à la Direction de la Qualité, Risques, Expérience Patient - Développement Durable ;

*Considérant l'objectif de simplification administrative assigné par le directeur général à l'équipe de direction ;
Cette présente décision annule et remplace la décision n°19-12-1008 du 4 décembre 2019 ;*

DECIDE :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente décision précise les modalités de délégation de signature de M. Frédéric BOIRON, Directeur général du CHU de Lille, concernant la direction de la qualité, des risques, de l'expérience patient et du développement durable.

S'agissant d'une délégation de signature, le directeur général peut évoquer toute affaire relevant des matières déléguées et les délégués peuvent également soumettre au directeur général tout dossier, relevant de leur domaine délégué, qui nécessiterait à leurs yeux un examen spécifique.

En cas d'absence des délégués, les services de la direction de la qualité, des risques, de l'expérience patient et du développement durable peuvent soumettre une décision urgente à la signature du directeur général.

A leur initiative, les délégués tiennent le directeur général informé des actes, signés dans le cadre de la présente délégation, qui justifient d'être portés à sa connaissance.

ARTICLE 2 – DELEGATAIRES

Mme Nathalie BORGNE, directrice de la qualité, des risques, de l'expérience patient et du développement durable

Mme Noémie MARTY, directrice adjointe de la qualité, des risques, de l'expérience patient et du développement durable

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA DIRECTION DE LA QUALITE, DES RISQUES, DE L'EXPERIENCE PATIENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS SON ENSEMBLE

Mme Nathalie BORGNE reçoit délégation permanente de signature pour tous les actes, documents ou correspondances en vue d'assurer la continuité des activités administratives de la direction à la qualité, aux risques et à l'expérience patient et notamment :

- Les courriers aux usagers, hors ceux pour lesquels le directeur général a expressément sollicité une réponse à sa signature ;
- Les courriers de réponses aux usagers suite aux médiations ;
- Les courriers de suivi des dossiers d'autorisation et compléments aux dossiers d'autorisation ;
- Les courriers de réponses aux inspections et contrôles, hors ceux pour lesquels le directeur général a expressément sollicité une réponse à sa signature ;
- Les dossiers de qualification (investissement et exploitation) dans le domaine de l'environnement santé ;
- Les conventions de stage que la durée ne soumet pas à une obligation de gratification dans les conditions prévues par la loi du 10 juillet 2014 et le décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014 ;

Mme Nathalie BORGNE reçoit délégation permanente de signature pour tous les actes, documents ou correspondances en vue d'assurer la continuité de la démarche qualité.

Mme Nathalie BORGNE reçoit délégation permanente de signature pour la passation de conventions et avenants avec les associations engageant la direction - hors partenariats et coopérations institutionnelles (GHT, GCS, GIP, établissements de santé nationaux ou étrangers) – sans flux financier ou avec un flux financier inférieur à 25 000 € hors taxes.

Mme Nathalie BORGNE reçoit délégation permanente de signature pour :

- Les décisions d'emploi à temps partiel ;
- Les décisions de renouvellement d'emploi à temps partiel ;
- Les décisions d'emploi à temps plein suite à un temps partiel ;
- Les décisions d'assignation nécessaires pour assurer le service minimum en cas de grève.

Mme Nathalie BORGNE reçoit délégation permanente de signature pour les ordres de missions de l'ensemble des personnels de sa direction, à l'exclusion des ordres de missions à l'étranger et des missions en France de plus de 4 jours.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie BORGNE délégation est donnée dans les mêmes termes et conditions à Mme Noémie MARTY, pour l'ensemble des actes, documents ou correspondances listés ci-dessus.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS EXCLUES DE LA DELEGATION

Sont par ailleurs exclus de la présente délégation les actes généralement réservés à la signature du Directeur général lorsqu'ils engagent institutionnellement le CHU dans ses relations avec :

- les autorités gouvernementales, les autorités administratives et judiciaires, les membres du corps préfectoral, les élus locaux et nationaux, les autorités universitaires, les directeurs généraux des CHU et directeurs des établissements hospitaliers pivots ;

- les présidents des instances du CHU, à l'exception de la commission des usagers et des autres établissements (Conseil de surveillance, Commission médicale d'établissement) ;
- les secrétaires généraux nationaux des organisations syndicales représentatives ;
- la presse écrite, audiovisuelle et internet.

ARTICLE 5 : DEPOT DES SIGNATURES

Les signatures ou paraphes des délégataires sont recueillis dans un registre dédié tenu à jour par la direction générale de l'établissement et consultable sur demande.

ARTICLE 6 : EFFET ET PUBLICITE

La présente délégation est notifiée aux délégataires et fait l'objet d'une transmission aux directions et départements du CHU de Lille.

Elle sera portée à la connaissance du Conseil de surveillance et transmise à M. le Comptable du Centre Hospitalier Universitaire de Lille.

Elle sera portée à la connaissance du public par tout moyen, publiée sur le site internet du CHU et transmise à M. le Préfet du Nord pour publication au recueil des actes administratifs du Département.

Lille, le 31 janvier 2023



Frédéric BOIRON